



L'ÉTAT DE DROIT ET LE PROFESSIONALISME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE : LEÇONS TIRÉES DU SÉNÉGAL ET AU-DELÀ

TABLE RONDE

BIOGRAPHIES

Leadership du CESA

Mme Amanda Dory est la directrice du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique. Elle a occupé de nombreux postes de direction au sein du Bureau du Secrétaire à la Défense pour la politique, notamment celui de sous-secrétaire à la Défense par intérim pour la politique, de sous-secrétaire à la Défense adjoint pour les affaires africaines, de sous-secrétaire à la Défense adjoint pour la stratégie et de sous-secrétaire à la Défense adjoint par intérim pour les plans et la posture. Elle a également fait partie de la faculté du National War College et a été doyenne associée pour la sensibilisation. Elle est diplômée de la School of Foreign Service de l'université de Georgetown et a obtenu un master avec des concentrations en économie internationale et en études africaines à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Elle est membre du Council on Foreign Relations.

Dr. Catherine Lena Kelly est doyenne associée et professeure agrégée de justice et d'État de droit, et responsable des portefeuilles du CESA sur l'État de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Ses travaux portent sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'État de droit et la criminalité transnationale organisée. Elle est également membre à durée déterminée du Council on Foreign Relations.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Kelly était conseiller à l'American Bar Association Rule of Law Initiative, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda. Elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie en tant que boursière postdoctorale à l'université Washington de Saint-Louis. Au Foreign Service Institute du département d'État, Dr. Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique de l'Ouest et a codirigé les modules sur la gouvernance et la religion dans le cours sur les études régionales. Elle a obtenu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse publique Mellon/American Council of Learned Societies, une subvention de l'Association de recherche sur l'Afrique de l'Ouest, plusieurs subventions de l'Université de Harvard, et deux bourses du ministère américain de l'éducation pour les langues étrangères et les études régionales pour la langue wolof et dix-huit mois de recherche doctorale au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de

nombreuses publications, tant sous forme de livres que dans des revues politiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration publique de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence avec mention très bien de l'Université de Washington à St Louis.

Leadership du CHEDS

Le Général Mbaye Cissé est issu de l'Ecole nationale des officiers d'active de Thiès, qu'il a intégrée en 1988. Sa carrière est partagée entre les fonctions opérationnelles spécifiques à son arme, l'artillerie, et les fonctions interarmées en état-major.

A l'issue de son temps de commandement de chef de corps, il est affecté, en 2009, à l'état-major général des armées en qualité de chef de la Division Etudes Générales (études prospectives), poste qu'il quittera en 2012 pour intégrer la mission onusienne au Congo, comme adjoint au chef de la cellule de la réforme du secteur de sécurité.

De 2013 à 2015, il est nommé officier supérieur adjoint au commandant de la Zone militaire n°3 à Kaolack, avant de rejoindre l'état-major de l'Etat-major de l'armée de Terre comme Chef de la chaine des ressources humaines. De septembre 2016 à août 2019, il a commandé la Zone militaire n°2 à Saint-Louis avant d'occuper le poste de chef de cabinet du Chef d'état-major général des Armées jusqu'en juin 2020. Il est Directeur général du CHEDS depuis juillet 2020. Au plan militaire, le Général Cissé est diplômé de l'école d'état-major et de commandement de l'Armée de Terre des Etats-Unis et breveté de l'Ecole supérieure de guerre de Paris (ex Collège interarmées de défense). Il a également suivi plusieurs formations, notamment dans le domaine de défense, et de la réforme du secteur de sécurité en général.

Sur le plan académique, il est titulaire d'un certificat de maitrise en philosophie, d'un certificat d'études supérieures de psychologie et de sociologie, d'un Master 2 en relations internationales (option Droit public-Sécurité-Défense) obtenu à l'université Paris 2 Panthéon Assas, en France. Le Général Cissé est lauréat de plusieurs distinctions et auteur de diverses publications dans les revues militaires, relatives à la géopolitique, la sécurité, la défense et l'histoire militaire.

Le Colonel Jean Sylvestre Djibiany Biagui est Conseiller spécial du Directeur Général du CHEDS. Cumulativement à cette fonction, il est Chargé de programme du Master Défense, Sécurité et Paix. Ancien enfant de troupe, il a rejoint les Armées après son Baccalauréat. Son expérience professionnelle s'étend sur trente-huit années dans les Forces Armées du niveau tactique au niveau stratégique.

En 2005, il séjourné en Sierra Leone au sein de IMATT dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité. Il a également servi comme Observateur auprès de l'ONUCI en Côte d'Ivoire en 2006 et comme chef de cabinet du Commandant de la Force de la MINUSCA en 2017. Au niveau stratégique, il a été Chef de Division à la Direction du Contrôle Législation, conseiller juridique

du ministre des Forces armées de 2009 à 2012. Membre du comité scientifique du Forum de Dakar, il a participé à plusieurs colloques et conférences au Sénégal et à l'étranger.

Le Colonel Biagui est titulaire d'un Master of Art in Defense du King College de Londres, d'un Master « Citoyenneté, Droits de l'Homme et Action Humanitaire » de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) et d'un Doctorat en droit public de l'UCAD. Il est expert sécurité, droits de l'Homme et Genre. Il a participé à la rédaction de différentes stratégies dont la stratégie d'intégration du genre dans les Forces armées, la stratégie nationale de lutte contre les mines, la stratégie nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.

Le Dr (PhD) Christiane Agboton Johnson est actuellement Directeur des Programmes Spéciaux au Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal, où elle sert depuis 2013. Passionnée par la sécurité humaine, le leadership féminin, la capacitation des jeunes, elle conçoit et supervise des programmes ciblant spécifiquement les femmes, les médias, les jeunes, les acteurs politiques. La prévention de l'extrémisme violent avec un focus sur l'implication des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), la régulation du commerce des Armes (TCA), ainsi que la construction de synergies entre les civils et les FDS pour le Vivre Ensemble en paix sont aussi ses domaines d'actions privilégiés.

Depuis 2017, le Dr Agboton coordonne les activités du Secrétariat Permanent de la Commission scientifique du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique; dans le cadre de la promotion du leadership féminin dans les FDS elle a supervisé la mise en œuvre au Sénégal de la Méthodologie MOWIP du Projet ELSIE pour l'accroissement de la participation des femmes dans les Opérations de maintien de la Paix. De 2000 à 2008, elle a assuré les fonctions de Présidente fondatrice et Directrice exécutive du Mouvement contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest (MALAO), puis de 2008 à 2012, de Directrice adjointe de l'Institut des Nations unies pour le Désarmement (UNIDIR) à Genève.

Le Dr Christiane Agboton Johnson demeure engagée à œuvrer par le « vivre ensemble en paix », pour une Afrique, stable, sécurisée et prospère.

Facilitatrice

Madame Maye Seck SY est Experte en sécurité urbaine et travaille depuis 2006 sur les questions de sécurité et de politiques locales de sécurité. Avant son retour à Dakar, Maye était Chef de programme pour le pour le Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus) et pour le Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU) à Paris. Elle a notamment géré le programme européen visant à soutenir les Maires de Côte d'Ivoire dans la gouvernance locale de la sécurité urbaine. A Dakar, Maye a occupé le poste de Conseillère technique du Maire de Dakar en charge de la sécurité urbaine et de Responsables des relations extérieures à la Ville de Dakar.

Maye collabore avec le CHEDS depuis 2016 en tant que membre de la Commission scientifique du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique piloté par le CHEDS. Elle est également la consultante principale des séminaires régionaux sur la prévention de l'extrémisme violent organisés au Sénégal depuis 2017 (4 éditions) par le CHEDS en partenariat

avec le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse. Maye est également responsable du Programme Collectivités territoriales, Défense, Sécurité et Paix porté par la Direction des Programmes spéciaux du CHEDS en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer. Maye est titulaire d'un Master en Sciences politiques spécialité Gestion des risques et d'un Master en Sciences politiques spécialité Régulation des conflits dans les espaces publics.

Panélistes

Le Général (cr) Abdoulaye Fall est né le 10 novembre 1952. Après sept ans à l'Ecole Militaire Préparatoire de Saint Louis, il est entré en service en 1972 dans les Forces armées Sénégalaises.

Promu officier en 1975 à sa sortie de l'Académie Royale Militaire du Maroc, il a poursuivi sa formation dans les écoles en France et en Allemagne ou il a obtenu en 1994 le Brevet de l'Ecole de Guerre. De 1976 à 1999, il a occupé tous les différents postes d'officier, en Corps de troupe de Chef de section à Commandant de Zone, en Etat-Major de Rédacteur à Chef de Chaine et en Ecole comme Officier-adjoint au Commandant. Il a été Directeur de l'Association Sportive des Forces Armées et Chef de la délégation du Sénégal au CISM.

En 2001, il est nommé General, chef de l'Etat-major Particulier du Président de la République après un séjour de deux ans au Maroc comme Attaché Militaire, Naval et de l'Air. Dans les Théâtres d'Operations Extérieures, il a été, en :

- 1982 : Commandant de compagnie au sein du bataillon Sénégalaise de la FINUL au Liban ;
- 1994 : Chef de la cellule DDR (Quartering Areas Cell) à l'Etat-major de l'UNAVEM 3 en Angola ;
- 1998 : Commandant de la Force Expéditionnaire, lors de l'opération GABOU en Guinée Bissau ;
- 2003-2004 : Commandant de la Force de la Mission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire (MICECI) :
- 2004-2006 Commandant de la Force de l'Opération de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUCI)

Le General Fall a été le Chef d'Etat Major General des Armées du 26 mai 2006 au 10 novembre 2012, date de son admission dans la 2º section des cadres. Il a été ensuite nommé Ambassadeur du Sénégal en Chine de 2013-2017. Il a terminé sa carrière comme Ministre Conseiller dans le cabinet du Président de la République en 2019.

Le General Fall est décoré dans les ordres nationaux d'une dizaine de pays dans les rangs d'officier à Grand-croix. Il a fréquenté plusieurs Centres d'Etudes Stratégiques et a participé à plusieurs séminaires et missions sur les questions de Sécurité-Défense.

Colonel (cr) Sankoun Faty est le coordonnateur régional du collectif des organisations de la société civile de Sédhiou. Ayant poursuit les études jusqu'à la Maitrise es-sciences juridique-Droit public-Relations internationales, il a également complété des formations et séminaires sur les droits humains et l'Etat de droit avec le Comité international de la croix rouge (CICR), des partenaires comme le US Institute of International Legal Studies et la fondation Friedreich Naumann. M Faty a effectué des stages de formation professionnelle au Maroc, au Ghana, en Côte d'Ivoire, en France, en Italie et en Allemagne. Il est également auteur de plusieurs articles sur les thèmes de l'Etat de droit, la citoyenneté, l'éducation, la justice et le rôle des forces de

défense et de sécurité dans l'Etat de droit. M. Faty a commencé sa carrière dans l'armée sénégalaise avant d'intégrer la Gendarmerie. A sa sortie de l'Ecole Nationale des Officiers d'actives (ENAO) de Thiès, M. Faty a été promu au rang de sous-lieutenant, continuant à gravir les grades jusqu'à atteindre celui de Colonel.

Ses fonctions au sein de la Gendarmerie comprenaient Officier des Transmissions, chef des divisions renseignements, instruction, justice militaire, emploi-opérations et Inspecteur de la Gendarmerie a l'Etat-major du haut commandement de la gendarmerie; Commandant de compagnie (Kolda, Saint Louis, Tambacounda), de la Légion de protection et sécurité, et de l'Ecole de formation de la Gendarmerie. Dans le cadre des Nations Unies, M Faty a été Observateur militaire entre le Koweït et l'Iraq (UNIKOM); Commandant de la police militaire des forces onusiennes en RD Congo (MONUC); et Conseiller judiciaire auprès des cellules d'appui aux poursuites (CAP) à la Section d'appui à la Justice de l'Etat Major de la MONUSCO parmi d'autres. M. Faty est bilingue en Français et en Anglais.

Mme Botlhale Makgekgenene est la secrétaire permanente du ministère de la défense et de la sécurité de la République du Botswana. En tant que plus haut fonctionnaire du ministère, elle est chargée de superviser le contrôle et l'administration de la force de défense du Botswana, du service de police du Botswana et du service pénitentiaire du Botswana. Ses responsabilités comprennent l'octroi de licences et la surveillance des sociétés de sécurité privées.

Avant d'être nommée au poste de secrétaire permanente, Mme Makgekgenene a occupé le poste de secrétaire permanente adjointe chargée des services généraux, puis celui de secrétaire à la sûreté et à la sécurité au sein du ministère de la défense, de la justice et de la sécurité. Toutefois, elle a passé la majeure partie de son service public à la Direction de la corruption et du crime économique (DCEC), l'agence de lutte contre la corruption de la République du Botswana, où elle est passée du poste de responsable de la prévention de la corruption au poste de direction stratégique de directrice général adjoint - Recherche et politique. En tant que directrice générale adjointe, elle a notamment supervisé, géré et orienté les opérations du Centre africain de lutte contre la corruption du Commonwealth (CAACC) de janvier 2014 à juillet 2017. Elle a également supervisé la mise en œuvre des protocoles nationaux, régionaux et internationaux de lutte contre la corruption.

Mme Makgekgenene est titulaire d'une maîtrise en gestion stratégique de l'université de Derby, en Angleterre, d'une licence en histoire et en anglais de l'université du Botswana et d'un certificat du programme de développement des cadres de l'université de Stellenbosch, en République d'Afrique du Sud. Elle a participé au séminaire FLEX (Focused Leadership Experiences) dans l'Oregon, à Portland, aux États-Unis, en 2008, et à l'Executive Leadership Programme facilité par le Civil Service College de Singapour à Gaborone, au Botswana, en 2012. Elle est une ancienne du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA), ayant participé au séminaire des dirigeants émergents du secteur de la sécurité à Washington DC en juin 2019.

Le Général de Brigade Mohammed Mustapha est entré dans le corps du génie des forces armées du Ghana en août 1990. Il a servi dans diverses fonctions, tant au Ghana qu'à l'étranger. Il a suivi tous les cours professionnels et militaires correspondant à son domaine de spécialité. Il facilite les cours du KAIPTC, notamment la CIMIC, le contre-terrorisme et les opérations de paix multidimensionnelles (MDPO). Il est également chargé de cours au Ghana Armed Forces

Command and Staff College sur la résolution des conflits et les opérations de paix des Nations unies. Le général Mustapha a également dix missions de maintien de la paix de l'ONU, de l'UA et de la CEDEAO à son actif, dans le cadre de divers postes d'ingénierie, d'opérations et de commandement. Il était le commandant du contingent ghanéen lors de deux de ces missions au Liberia et au Liban. Mohamed est titulaire d'une maîtrise (études de défense) du Kings College de Londres et d'un diplôme d'études supérieures en administration publique de l'Institut de gestion et d'administration publique du Ghana. Mohamed est membre du Royal College of Defence Studies, au Royaume-Uni. Mohammed est actuellement l'inspecteur général des forces armées du Ghana. Avant sa nomination, il était directeur général adjoint du département du renseignement de la défense des forces armées ghanéennes. Mohammed est également titulaire de plusieurs certificats dans des domaines qui lui sont pertinents. Il est marié et a trois enfants adultes. Il aime la lecture et le jardinage.

Dr Émile Ouédraogo est professeur adjoint de pratique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, spécialisé dans les questions portant sur l'élaboration de stratégies de sécurité nationale et à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité. Depuis 2007, il a travaillé avec le CESA sur plus de 60 activités en tant que conférencier, animateur et auteur. Il travaille également avec les Nations Unies, l'Union Africaine, la CEDEAO, Just Future, Partners Global, la Fondation Konrad Adenauer, et Friedrich Ebert Stiftung. Il est membre du comité exécutif du Réseau africain du secteur de la sécurité et président fondateur de la Fondation pour la Sécurité du Citoyen du Burkina Faso.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Ouédraogo a effectué une mission de six mois avec l'Union africaine en 2017 en tant qu'expert en réforme du secteur de la sécurité et en gouvernance pour Madagascar. Il est actuellement consultant expert senior pour l'ONU au Mali et également expert international en RDC pour le projet néerlandais « Just Future ». En tant que ministre de la Sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011, il a initié et élaboré une stratégie de sécurité intérieure et a opérationnalisé le concept de police de proximité et de participation communautaire dans la gestion des questions de sécurité.

Après 32 ans de service dans l'armée burkinabé, il a pris sa retraite en 2012 en tant que colonel, après avoir occupé des postes tels que celui de conseiller du Premier ministre, de commandant du régiment de soutien et de chef de la division du renseignement militaire à l'état-major de l'armée. Le Dr Ouédraogo a été parlementaire à l'Assemblée nationale du Burkina Faso et au Parlement de la CEDEAO, où il a siégé aux commissions des affaires politiques, de la paix, de la défense et de la sécurité. A ce titre, il a effectué des missions d'information et d'investigation dans la plupart des 15 pays de la CEDEAO. Il a obtenu un doctorat avec mention du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, en France, sur la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance dans la région de la CEDEAO.